



Un G20 pris en otage par la crise de la zone euro, les pays pauvres renvoyés aux Calandes grecques !

Cannes, le 4 novembre 2011

La gestion de la crise de la dette dans la zone euro a chassé tous les autres sujets à l'agenda de la présidence française du G20, reléguant au second plan les travaux sur la régulation financière. Pour le CCFD-Terre Solidaire, la résolution de la crise actuelle ne pourra se faire sans une profonde réforme du système financier.

« Pour le cas même de la Grèce, la responsabilité revient aujourd'hui à l'irresponsabilité des prêteurs et à l'évasion fiscale qui minent les économies mondiales », déclare Bernard Pinaud, délégué général du CCFD-Terre Solidaire. « Une partie de l'argent qui manque aujourd'hui dans les caisses de la Grèce n'est, ni plus ni moins, l'argent exilé dans les paradis fiscaux » poursuit-il.

Bilan des sujets à l'agenda

Lutte contre les paradis fiscaux, régulation des marchés agricoles, taxe sur les transactions financières, ont à peine été évoquées, au-delà des déclarations d'intention et des effets de communication de différents Etats membres. Le CCFD-Terre Solidaire déplore un manque de volonté politique, en total décalage avec les enjeux actuels. Le volet développement se résume essentiellement à la promotion des investissements privés dans les infrastructures, faisant fi de la nécessaire régulation des entreprises multinationales opérant dans les pays du Sud.

Sur le dossier majeur des paradis fiscaux, le G20 fait le lien entre évasion fiscale et développement mais l'oublie dans l'Agenda principal de la régulation financière.

A la demande de certains pays émergents tels que l'Afrique du Sud et l'Argentine, le G20 a reconnu dans sa déclaration finale l'impact néfaste des paradis fiscaux sur le développement. Les pays membres ont réaffirmé la nécessité d'aider ces pays à mobiliser efficacement leurs ressources domestiques et à lutter contre l'évasion fiscale des entreprises multinationales. Le CCFD-Terre Solidaire se félicite de cet engagement. Mais le bilan global du G20 sur les paradis fiscaux n'est pas à la hauteur des enjeux. Moins de 3% des recettes publiques qui s'évaporent du fait de la fraude fiscale ont été récupérés depuis trois ans. Le G20 continue de tout miser sur la transparence des pays en publiant une liste qui, hormis la Suisse, n'épinglé aucun des paradis fiscaux les plus importants. La faiblesse de ces résultats devrait pourtant inciter les pays du G20 à changer de méthode, pour cibler les utilisateurs. *« Après trois ans de discussions internationales, il est temps de demander par exemple aux 50 premières entreprises européennes de nous expliquer pourquoi elles ont plus de 21% de leurs filiales dans des paradis fiscaux et ce qu'elles y font. »* déclare Mathilde Dupré, chargée de plaider paradis fiscaux au CCFD-Terre Solidaire.

Contacts à Cannes : Nathalie Perramon / 06 82 85 28 82 et Mathilde Dupré / 07 61 70 91 21